

In Magazine n° 193 - Septembre / Octobre 2020

1 septembre 2020

Après la pandémie, les masques tombent !

L'épidémie du coronavirus, qui a paralysé la planète pendant plusieurs mois, avec des signes inquiétants de résurgences dans plusieurs régions, a donné une « nouvelle jeunesse » au plastique ! Sauveur de nos vies !

Le plastique c'est fantastique ! Hélas l'écologie est mise à mal, avec la production de nombreux objets jetables, tels les gants, les masques à usage unique. Au-delà de l'accumulation de déchets sur le sol, nous pouvons nous interroger sur le devenir de nos océans !

Chaque année 8 millions de tonnes de plastique sont rejetées en mer. D'ici 2030, la production pourrait augmenter de 41% et la quantité dans l'océan pourrait doubler !

Bien sûr, la responsabilité en revient à notre production industrielle et à nos modes de consommation. Hélas, la crise sanitaire ne fait qu'accentuer cette tendance. Valorisons et utilisons les masques en tissus aux normes, lavables, produits par nos usines textiles. Essayons de respecter notre environnement en ne multipliant pas les emballages, utilisons le savon et l'eau, autant que possible et qui restent un moyen

écologique de protection contre le virus.

Le masque est obligatoire autant dans les commerces que dans de nombreux lieux publics, dans les collèges, les lycées, les entreprises, celui-ci doit être gratuit. Le risque de marginalisation d'une partie de la société est grand, déjà très atteinte par le chômage, par la pauvreté. L'achat du masque est une dépense supplémentaire très lourde pour des foyers déjà surendettés.

Ce virus, la COVID 19, s'attaque violemment à notre santé, les personnes atteintes connaissent de nombreuses séquelles, Indecosa-Cgt a demandé une exonération du ticket modérateur pour cette maladie et ses conséquences à terme.

En octobre, se tient notre assemblée générale, au cours de laquelle nous débattrons de nos revendications de consommateurs / usagers au cœur de notre vie quotidienne dans les territoires, tout en tenant compte de notre place dans l'Union européenne.

Martine Sellier, présidente